

QUESTION 1 : QUEL EST SELON VOUS LE DEGRÉ DE FLEXIBILITÉ DES ACTIFS ENR EXISTANTS (SELON LEUR FILIÈRE OU LEUR TAILLE NOTAMMENT) ? EN CAS DE CONTRAINTES TECHNIQUES OU ENVIRONNEMENTALES, MERCI DE LES PRÉCISER.

QUESTION 2 : QUELLES SOLUTIONS PERMETTRAIENT D'OPTIMISER CETTE FLEXIBILITÉ AFIN QUE CES ACTIFS PUISSENT RÉPONDRE À DES SIGNAUX DE PRIX SUR UN PAS DE TEMPS DE 15 MINUTES ? A QUEL COÛT ET DANS QUEL DÉLAI CES SOLUTIONS POURRAIENT ÊTRE MISES EN ŒUVRE ?

QUESTION 3 : MÊMES QUESTIONS POUR LES ACTIFS SUSCEPTIBLES DE SIGNER DES NOUVEAUX CONTRATS DE SOUTIEN EN COMPLÉMENT DE RÉMUNÉRATION.

QUESTION 4 : PARTAGEZ-VOUS LES PRINCIPAUX EFFETS DE CHAQUE SOLUTION TELS QUE DÉCRITS PAR LA CRE ? EN IDENTIFIEZ-VOUS D'AUTRES ?

QUESTION 5 : POUR CHAQUE SOLUTION, QUELLE(S) STRATÉGIE(S) UN PRODUCTEUR ENR SOUTENU PAR LE RÉGIME DU CR DEVRAIT ADOPTER POUR MAXIMISER SES REVENUS ? CETTE(CES) STRATÉGIE(S) VOUS PARAÎ(SSE)N(T)-ELLE(S) IMPLÉMENTABLE(S) OPÉRATIONNELLEMENT ?

QUESTION 6 : SELON VOUS, PARMIS LES TROIS OPTIONS PRÉSENTÉES, LAQUELLE DEVRAIT ÊTRE RETENUE ? DEVRAIT-IL Y AVOIR UNE DIFFÉRENCE ENTRE LES NOUVEAUX CONTRATS ET LES CONTRATS DÉJÀ EN VIGUEUR OU UNE PÉRIODE DE TRANSITION MINIMALE POUR LES CONTRATS DÉJÀ EN VIGUEUR ?

Réponse non confidentielle

L'ADEE F constate que le scénario A est celui qui permet de restituer l'image la plus proche de la réalité du marché et paraît le plus conforme à l'esprit de la réforme du pas de règlement des écarts à 15' visant à gérer plus finement les déséquilibres.

Toutefois, ce scénario nécessite de faire évoluer les systèmes d'information et les échanges de données entre la CRE, les GRD, l'Agence ORE (qui développe et opère les services autour du complément de rémunération pour le compte des GRD) et EDF OA, portant sur la nature des flux échangés et les traitements de calcul, mais sans changement majeur de la logique globale. Or ces développements ne sont pas prévus dans la feuille de route de l'Agence ORE et ne pourront pas débiter avant le mois de novembre 2025. Ce délai de mise en œuvre n'est donc pas compatible avec une date de bascule du prix SPOT à 15' le 12 juin 2025.

Le scénario B n'impliquant pas de telles évolutions, il est en revanche immédiatement applicable et permet d'attendre que l'ensemble des évolutions devant être apportées au mécanisme du complément de

rémunération soit précisé et stabilisé, permettant ainsi une mise en œuvre de ces modifications en une seule fois dans les différents systèmes d'information des acteurs concernés. Ce scénario présente donc l'avantage d'éviter les coûts échoués et de minimiser les coûts de développement S.I. globaux. Il pourrait en outre constituer une phase transitoire permettant aux producteurs disposant d'anciens contrats de s'adapter dans la perspective du passage au scénario A ou C à une date ultérieure à définir.

L'ADEeF estime que le scénario C risque d'accroître la complexité de gestion. La mise en œuvre opérationnelle de ce scénario pour le 12 juin ne paraît pas envisageable et il ne paraît donc pas à privilégier. Si toutefois ce scénario devait être retenu, l'ADEeF considère qu'il conviendrait de définir comment sont caractérisés, dans le fichier mis à disposition par la CRE, les $\frac{1}{4}$ d'heure à prix négatifs qui font partie d'une séquence de moins de 4 $\frac{1}{4}$ d'heures à prix négatif pour laquelle la prime de non-production est accordée systématiquement, afin que les GRD et l'Agence ORE puissent exploiter cette donnée supplémentaire dans leurs traitements du complément de rémunération. La taille de la séquence (deux ou trois pas de temps) est indifférente en termes de complexité de gestion mais doit être unique pour tous les producteurs.

Enfin, il semble préférable d'éviter un traitement différencié selon l'âge du contrat, qui serait générateur de complexité et alourdirait significativement les temps de traitement. Si un tel traitement différencié devait être retenu, il conviendrait de définir comment les paramètres nécessaires sont transmis par EDF OA à l'Agence ORE et aux gestionnaires de réseau.

QUESTION 7 : ENVISAGEZ-VOUS D'AUTRES SOLUTIONS QUI POURRAIENT AVOIR DE MEILLEURES PROPRIÉTÉS QUE CELLES PRÉSENTÉES DANS LE PRÉSENT DOCUMENT ?

Réponse non confidentielle

L'ADEeF rappelle que d'autres évolutions du Complément de Rémunération ont été introduites par l'article 175 de la Loi de Finances 2025 (tolérance sur le seuil de prix négatif, sur une puissance minimale, introduction d'une référence de prix IJ, lissage des arrêts/démarrages en début/fin d'épisode, neutralisation des activations de flexibilités donnant lieu à une correction du périmètre d'équilibre (Mécanisme d'ajustement, SSYf, flexibilités réseau)). En outre, le passage à un seuil de 200 kW pour le CR va augmenter sensiblement la volumétrie des sites concernés par le CR.

Le cumul de ces mesures entraînera des évolutions significatives des échanges de données et des calculs relatifs au complément de rémunération. Afin d'éviter des coûts superflus et de réduire les coûts de développement globaux, il sera indispensable d'avoir une vision globale stabilisée, permettant de réaliser ces modifications en une seule fois dans les différents systèmes d'information concernés et de les intégrer dans le plan de charge de l'Agence ORE. En effet, les plans de charge des GRD et de l'agence ORE sont déjà occupés en 2025 par les évolutions règlementaires du mécanisme de capacité et des règles NEBEF.

L'ADEeF estime que la trajectoire la plus adaptée pour la mise en œuvre des évolutions nécessaires concernant le mécanisme du complément de rémunération est la suivante :

- Le scénario B mis en œuvre en phase transitoire entre juin 2025 et décembre 2025, afin d'être compatible avec le prix SPOT à 15' à moindre coût et se laisser le temps de stabiliser l'ensemble des modalités de rémunération des producteurs, avant de réaliser les développements SI nécessaires en fin d'année 2025

- Le scénario A en cible à partir de janvier 2026.

Cette trajectoire a l'avantage de garantir la mise en œuvre pour juin 2025, de finaliser le scénario cible dans tous ses aspects avant son application, de réduire les coûts des évolutions en évitant des coûts S.I. inutiles, et de permettre aux producteurs ayant un ancien contrat de s'adapter, pendant cette phase transitoire, aux évolutions du mécanisme. De plus les rejeux demandés pour tous les mois de l'année 2025 resteraient au pas horaire ce qui limiterait les risques d'erreur de calcul et d'interprétation des données.

QUESTION 8 : DÉPOSER UNE CONTRIBUTION D'ORDRE GÉNÉRALE

Réponse non confidentielle